

ARRÊTÉ DE DÉROGATION de DISTANCE
N°DDPP-IC-2019-10-12
accordée au GAEC PRAM (élevage de bovins)
situé sur la commune de Pressins

Le Préfet de l'Isère
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment le Livre V, Titre 1^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) Chapitre II, Section 3 et les articles L.512-10 et R.512-52 ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

VU le décret n°2016-1661 du 05 décembre 2016 modifiant le code de l'environnement et la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment la rubrique 2101 « Bovins (activité d'élevage, transit, vente, etc. de) » ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous les rubriques n°2101, 2102 et 2111 ;

VU la preuve de dépôt n°A-9-FBETSZBCI délivrée le 12 février 2019 au GAEC PRAM suite à sa déclaration initiale d'exploitation d'un élevage de 75 vaches laitières situé 85 Chemin de la Combe 38480 PRESSINS, sous réserve de l'obtention d'une dérogation aux règles de distances d'implantation vis-à-vis des tiers ;

VU la demande de dérogation aux règles d'implantation des bâtiments d'élevage et de leurs annexes telles que prévues par l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisé, présentée en complément de la déclaration initiale du 12 février 2019 par Messieurs Roland et Andrew PEGOUD, et Madame Marina PEGOUD, gérants du GAEC PRAM situé 85 Chemin de la Combe 38480 PRESSINS, pour l'exploitation d'un élevage de 75 vaches laitières ;

VU le dossier descriptif et les plans joints à la demande de dérogation ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction départementale de la protection des populations, en date du 06 août 2019, proposant de donner un avis favorable à la dérogation sollicitée ;

VU le courrier du 20 août 2019 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté statuant sur sa demande ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que l'élevage de vaches laitières, soumis à déclaration pour les activités visées sous la rubrique n°2101-2-c de la nomenclature des installations classées, est soumis aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 sus-mentionné prévoit que « les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de 100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers » ;

CONSIDÉRANT que le préfet peut, en application de l'article L.512-10 du code de l'environnement, adapter aux circonstances locales, les prescriptions dans les conditions prévues à l'article R.512-52 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable du maire de PRESSINS en date du 15 octobre 2018 ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable des tiers concernés dont l'habitation est située à une distance de moins de 100 mètres des bâtiments de l'élevage ;

CONSIDÉRANT que le dossier de demande de dérogation de distances est complet et régulier ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant s'est engagé à exploiter dans les conditions présentées dans son dossier de déclaration et que la capacité de gestion réglementaire des effluents est suffisante ;

CONSIDÉRANT que les mesures compensatoires décrites par l'exploitant, pour atténuer les nuisances de l'élevage en matière de bruit, d'air, d'odeurs, de nuisibles, de ressources en eau et d'intégration paysagère, sont adaptées et suffisantes ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'exploitation telles qu'elles sont définies dans le présent arrêté, permettent la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Isère ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er – Une dérogation aux conditions d'exploitations définies par le texte des prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous les rubriques n°2101-1, 2101-2, 2101-3, 2102 et 2111, est accordée au GAEC PRAM, pour l'exploitation d'un élevage de 75 vaches laitières situé 85 chemin de la Combe – 38480 PRESSINS, pour ses bâtiments d'élevage situés à moins de 100 mètres d'habitations occupées par des tiers.

Cette dérogation concerne exclusivement les bâtiments d'élevage, leurs annexes et les ouvrages de stockage des effluents existants.

ARTICLE 2 – L'implantation et l'exploitation de cet élevage doivent satisfaire aux prescriptions techniques applicables en matière d'élevages soumis au régime de la déclaration (arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous les rubriques n°2101, 2102 et 2111) sauf en ce qui concerne l'objet de la dérogation prévue à l'article 1^{er} du présent arrêté, et devront être strictement respectées par l'exploitant.

ARTICLE 3 – L’exploitant devra déclarer dans les meilleurs délais à l’inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l’article L.511-1 du code de l’environnement.

En cas d’accident, il sera tenu de remettre à l’inspection des installations classées un rapport répondant aux exigences de l’article R.512-69 du code de l’environnement.

ARTICLE 4 — Conformément aux dispositions de l’article R.512-54 du code de l’environnement, tout transfert d’une installation soumise à déclaration sur un autre emplacement nécessite une nouvelle déclaration.

Toute modification apportée par le déclarant à l’installation, à son mode d’exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet. S’il estime que la modification est substantielle, le préfet invite l’exploitant à déposer une nouvelle déclaration.

ARTICLE 5 – En cas d’arrêt définitif de l’installation, l’exploitant est tenu de notifier au préfet la date de cet arrêt au moins un mois avant celui-ci, en joignant un dossier qui indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l’arrêt de l’exploitation, la mise en sécurité du site, et les propositions sur le type d’usage futur du site, conformément à l’article R.512-66-1 du code de l’environnement.

Les mesures précitées relatives à la mise en sécurité comportent notamment :

- l’évacuation ou l’élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d’accès au site,
- la suppression des risques d’incendie ou d’explosion,
- la surveillance des effets de l’installation sur son environnement.

L’exploitant doit placer le site de l’installation dans un état tel qu’il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l’article L.511-1 du code de l’environnement et qu’il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d’exploitation de l’installation. Il en informe par écrit le propriétaire du terrain sur lequel est sise l’installation ainsi que le maire ou le président de l’établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d’urbanisme.

ARTICLE 6 – Le présent arrêté, ainsi que la preuve de dépôt n°A-9-FBETSZBCI délivrée le 12 février 2019 au GAEC PRAM suite à sa déclaration initiale portant demande de dérogation de distance visée par cet arrêté, sont publiés sur le site internet des services de l’État en Isère pour une durée minimale de trois ans.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de PRESSINS et peut y être consultée.

Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l’installation, par les soins de l’exploitant.

ARTICLE 7 – En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l’environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble :

- par l’exploitant ou le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l’installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois. Ce recours administratif prolonge de 2 mois les délais mentionnés aux 1 et 2 ci-dessus.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 8 – Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 9 – Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, la sous-préfète de LA TOUR-DU-PIN, le directeur départemental de la protection des populations de l'Isère, en charge de l'inspection des installations classées, et le maire de PRESSINS sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au GAEC PRAM.

Fait à Grenoble, le 15 octobre 2019

Le Préfet,

Pour le Préfet, par délégation,

Le Secrétaire Général

Signé

Philippe PORTAL